



**HAL**  
open science

# Que nous enseignent les enquêtes Génération quant à l'effet des crises sur l'insertion professionnelle des jeunes ?

Florence Lefresne

## ► To cite this version:

Florence Lefresne. Que nous enseignent les enquêtes Génération quant à l'effet des crises sur l'insertion professionnelle des jeunes ?. 1ères Rencontres DGEFP-Céreq, CEREQ - Centre d'études et de recherches sur les qualifications, Nov 2020, Paris, France. pp.15-26. halshs-03286731

**HAL Id: halshs-03286731**

**<https://shs.hal.science/halshs-03286731>**

Submitted on 15 Jul 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Séance n°2 |

# Que nous enseignent les enquêtes Génération quant à l'effet des crises sur l'insertion professionnelle des jeunes ?

Florence Lefresne

### L'insertion professionnelle des jeunes combine trois dimensions

#### ➤ La première est l'effet d'âge ou d'entrée sur le marché du travail

Nous avons besoin de bornes pour parler de la population des jeunes. Les bornes conventionnelles de la statistique sont souvent celles du Bureau international du travail (BIT) : 15 ans d'un côté pour l'entrée dans la vie active, alors que, dans les faits, bien peu de jeunes entrent à 15 ans sur le marché du travail en France ; 25 ans de l'autre, alors que tous n'ont pas fini leurs études à cet âge-là. L'Insee utilise parfois la borne de 29 ans. Entre ces deux bornes, au-delà d'un stock de jeunes, c'est un processus qu'il s'agit de saisir, celui de l'insertion professionnelle, inscrit dans une certaine durée et configurée par le rapport formation initiale/emploi d'une part, et par le système de mobilité de la main d'œuvre, d'autre part.

Le rapport formation initiale/emploi renvoie en France, comme dans la plupart des pays latins, à une césure historiquement marquée entre la formation initiale, avec la hiérarchie de diplômes qu'elle délivre, et l'emploi. Ce rapport est différent dans les pays où la formation initiale est beaucoup plus intriquée à l'emploi, comme dans les modèles de l'apprentissage, en Allemagne, Autriche, Pays-Bas...ou encore les combinaisons emploi-études très fortes comme en Suède.

Le système de mobilité, quant à lui, permet de modéliser la place des jeunes dans l'ensemble des flux de main d'œuvre. Les modèles de segmentation du marché du travail sont les plus pertinents pour expliquer la place des jeunes. Ces derniers sont confrontés à une file d'attente devant les marchés internes d'entreprise qui ont tendance à se refermer en temps de crise et à se transformer sous l'effet de chocs exogènes (concurrence accrue, mondialisation, enjeux numériques et écologiques...) qui affectent durablement les stratégies d'organisation, comme de recrutement et de stabilisation de la main-d'œuvre.

On observe ainsi une polarisation des jeunes sur les marchés externes ou à forte rotation de main-d'œuvre, qu'il s'agisse de l'industrie ou des services, souvent doublée d'une polarisation sur les emplois les moins qualifiés. Alors que les jeunes sont en moyenne sensiblement plus diplômés que leurs aînés, ils se situent, lors de leurs premiers emplois, souvent au bas de la hiérarchie sociale. L'enquête Génération montre ainsi que près de la moitié des jeunes ayant achevé leurs études en 2013 sont employés ou ouvriers 3 ans plus tard, alors que 18 % seulement sont cadres supérieurs.

Par ailleurs, l'influence de la politique publique sur le rapport éducation/emploi est forte. Depuis plusieurs décennies, des dispositifs cherchent à rapprocher la formation de l'emploi (alternance, stages, professionnalisation) et jouent également sur les systèmes de mobilité à travers la politique d'aide à l'emploi (que la DGEFP contribue à construire et promouvoir).



### ➤ Un effet de moment ou de conjoncture

Entrer sur le marché du travail en période de croissance ou en période de récession, n'a pas les mêmes conséquences. Les stigmates sont-ils durables ?

### ➤ Un effet de génération ou de structure

En tant qu'entrants sur le marché du travail, les jeunes sont les vecteurs de nouvelles normes d'emploi. La borne finale de l'insertion, l'atteinte d'une position stabilisée dans le système d'emploi est elle-même en train de se transformer. Être inséré en 2020 n'est pas la même chose qu'être inséré en 1975.

## Ces trois effets interagissent

Les normes de recrutement évoluent, le CDD représentant aujourd'hui 87 % des recrutements dans les entreprises de plus de 10 salariés<sup>2</sup>. Il concerne massivement les jeunes compte tenu de leur position d'entrants sur le marché du travail, ce qui les expose très fortement à la conjoncture. On dit que les jeunes sur-réagissent à la conjoncture : en période de crise, la fin de CDD ou son non-renouvellement sont les premiers facteurs d'alimentation du chômage ; en période de reprise, les jeunes vont être les premiers à profiter de l'embellie et leur chômage va baisser plus vite que celui des adultes.

La conjoncture a un effet à plus long terme : une mauvaise conjoncture freine la transformation des CDD en CDI et donc entretient les boucles d'emploi instables, voire de précarité, déplace voire transforme la borne finale de l'insertion<sup>3</sup>. Il est donc utile d'observer ces parcours sur une durée suffisante, ce qui permet l'enquête Génération

## Pour étudier l'insertion : l'enquête Génération

Enquête de statistique publique, elle étudie des cohortes de jeunes qui ont quitté le système éducatif une même année avec différents niveaux de diplôme. Ils résident en France ou à l'étranger, et sont interrogés trois et six ans après leur sortie du système. L'enquête est renouvelée tous les quatre ans.



### De l'école à l'emploi

Le dispositif Génération rend compte de la multitude de facteurs qui peuvent influencer l'insertion professionnelle. Il concerne les jeunes :

- ayant quitté pour la première fois le système éducatif français ou ayant déjà interrompu leurs études pendant une durée maximale de 16 mois,
- sortis en cours ou à la fin d'une année scolaire,
- avec ou sans diplôme,
- résidant en France ou à l'étranger.

Génération collecte également d'autres informations :

Inégalités  
Genre  
Apprentissage  
Reprise d'études  
Origines socio-culturelles



Diplômes  
obtenus



Caractéristiques  
individuelles



Environnement  
familial



Mobilités  
résidentielles

<sup>2</sup> CDD, CDI, comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans ?, K. Milin, *Dares-Analyses*, n° 026, juin 2018.

<sup>3</sup> Les contrats à durée limitée : tremplin vers carrière ou trappe à précarité ?, O. Bonnet, S. George-Kot, P. Porat, *Insee-Références – Chômage, emploi, revenus du travail*, 2019, p. 49-60.



Le cœur de l'enquête est constitué d'un calendrier d'activité qui permet de connaître mois par mois la situation professionnelle des jeunes : emploi, chômage, inactivité, etc. Trois grandes thématiques sont abordées : le parcours scolaire (obtention de diplômes, séjours à l'étranger, lieu QPV, etc.), le parcours professionnel (emplois, recherche d'emplois, type d'entreprise, rémunération...) et les caractéristiques individuelles (origines socio-culturelles, étrangères, la famille, logement...).

Une interrogation est en cours, celle des jeunes sortis en 2017 du système scolaire et interrogés en 2020.

### Les enquêtes Génération 1998 et 2010

Nous nous focalisons sur deux enquêtes longues : l'interrogation des sortant.es de 1998 et de 2010 sept ans après, soit en 2005 et 2017<sup>4</sup>. La seconde Génération est un peu plus diplômée que la première : les sortant.es de niveau M2 sont plus nombreux, au détriment de ceux du supérieur court et de L3 (cf. Tableau 1)

**Tableau 1 - Répartition des sortant.es selon leur niveau de diplôme**

	G1998	G2010
Non diplômé.es	18	17
CAP-BEP-MC	15	15
Bac professionnel	11	13
Bac général et technologique	16	15
BTS, DUT + santé social (niveau III)	19	15
L3 (générale et professionnelle) et M1	11	8
M2	5	9
Ecoles de commerce, ingénieurs et doctorat	6	7
<i>Total sortant.es LMD</i>	22	24
<i>Total sortant.es MD</i>	11	16
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

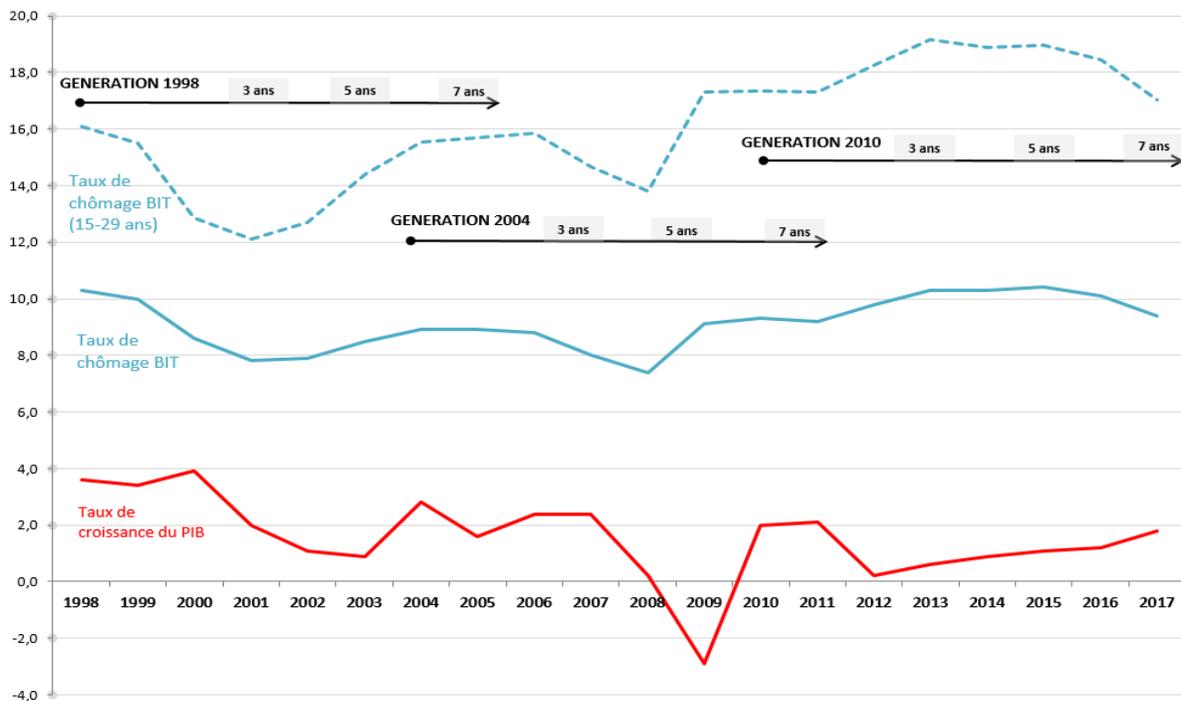
Source : enquêtes Génération 1998 et Génération 2010, Céreq.

Pourquoi ces deux Générations ? Les deux cohortes s'inscrivent dans des cycles très différents. Les sortants de 1998 ont commencé leur parcours dans la période dite des « trois glorieuses », alors que ceux de 2010 intégraient le marché de l'emploi dans la suite de la crise de 2008-2009 (cf. Graphique 1). Le taux de chômage des jeunes n'est toujours pas redescendu à son niveau d'avant 2008.

<sup>4</sup> Pour ces Générations, l'interrogation des jeunes s'est déroulée trois et sept ans après leur sortie du système scolaire.



**Graphique 1 - Evolution du contexte conjoncturel pour 3 Générations de sortant-es**



Source : enquêtes Génération 1998, 2004, 2010, Céreq – Insee pour le taux de croissance du PIB.

La comparaison d'ensemble des deux Générations montre, de façon attendue, que les indicateurs d'emploi et de chômage sont moins bons pour la Génération 2010. Le temps passé en emploi sur les sept premières années de vie active se réduit entre les deux Générations. La part des jeunes connaissant un chômage persistant ou récurrent est doublée, et les trajectoires de stabilisation en emploi à indéterminée sont moins nombreuses (cf. Tableau 2).



Céreq

**Tableau 2 - Indicateurs d'insertion et de trajectoire, comparaison de Génération 1998 et Génération 2010 (%)**

	G1998	G2010
Taux d'emploi	85	81
Taux de chômage	10	13
Part d'emploi à durée indéterminée (EDI) dans l'emploi	85	80
Part d'emploi à durée déterminée dans l'emploi	14	20
Temps passé en emploi (en mois)	80	73

	G1998	G2010
Stabilisation en emploi à durée indéterminée (EDI)	66	55
Emploi à durée déterminée (EDD) durable	18	19
Chômage persistant ou récurrent	7	13
Longue(s) période(s) en formation ou reprise d'études	5	9
Inactivité durable	4	4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : enquêtes Génération 1998 et Génération 2010 à 7 ans, Céreq.

La répartition des jeunes entre différentes catégories socioprofessionnelles au premier et au dernier emploi à 7 ans montre que la dynamique professionnelle est sensiblement ralentie entre les deux Générations. Seuls 27 % des jeunes de la Génération 2010 ont connu une progression, contre 31 % de ceux de la Génération 98 (cf. Tableau 3).



**Tableau 3 - Évolution de la position socioprofessionnelle**

	G1998		G2010	
	Premier emploi	Dernier emploi	Premier emploi	Dernier emploi
Cadres	12	18	14	17
Professions intermédiaires	23	28	25	31
Employé.es ouvriers qualifié.es	29	30	28	28
Employé.es ouvriers non qualifié.es	34	21	31	20
Autres	2	3	2	4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Progression socioprofessionnelle	31		27	
Régression socioprofessionnelle	11		13	
Pas d'évolution socioprofessionnelle	58		60	
<b>Total</b>	<b>100</b>		<b>100</b>	

Source : enquêtes Génération 1998 et Génération 2010 à 7 ans, Céreq.

## La crise ne frappe pas tous les jeunes de la même façon

### Les jeunes non diplômés sont durablement impactés

Après sept ans de vie active, le taux de chômage des non ou des faiblement diplômés progresse fortement entre les deux Générations (+8 points pour les non-diplômés et +9 points pour les titulaires d'un CAP ou d'un BEP), alors qu'il n'augmente que de 3 points pour l'ensemble des jeunes (cf. Tableau 4). On observe une tendance convergente des taux de chômage à 7 ans entre les deux Générations.

L'exclusion du marché du travail des jeunes dépourvus de diplôme s'accélère : les non-diplômés de la Génération 2010 passent en moyenne moins de la moitié de leurs sept premières années de vie active en emploi.

La part du CDI dans l'emploi des non-diplômés à sept ans a perdu 16 points alors qu'elle n'a pas bougé pour les diplômés des grandes écoles ou les docteurs.



Céreq

**Tableau 4 - Indicateurs d'insertion par niveau de diplôme (%)**

	Taux de chômage				Taux de CDI			
	3 ans		7 ans		3 ans		7 ans	
	G1998	G2010	G1998	G2010	G1998	G2010	G1998	G2010
Non diplômé.es	24	50	24	32	59	46	72	56
CAP-BEP-MC	14	32	11	20	72	70	81	74
Bac professionnel	8	21	7	11	80	79	88	81
Bac général et technologique	11	20	10	13	54	69	82	77
BTS, DUT + santé social (niveau III)	5	10	6	5	84	84	92	92
L3 (générale et professionnelle) et M1	9	11	5	5	84	79	90	84
M2	6	12	4	6	87	82	93	87
Ecoles de commerce, ingénieurs et doctorat	3	6	4	3	94	91	96	95
<b>Ensemble</b>	<b>11</b>	<b>22</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>76</b>	<b>74</b>	<b>86</b>	<b>80</b>

Source : enquêtes Génération 1998 et Génération 2010 à 7 ans, Céreq.

L'analyse des trajectoires fait ressortir plusieurs traits saillants :

- ✓ Les non-diplômés, et dans une moindre mesure les diplômés du secondaire, connaissent une baisse de la part des trajectoires de stabilisation rapide ou différée en CDI ; par ailleurs, les trajectoires de chômage persistant s'étendent.
- ✓ La part des reprises d'études augmente parmi les diplômés du secondaire.
- ✓ Les difficultés conjoncturelles ont eu assez peu d'impact sur les trajectoires des diplômés du supérieur. La stabilisation en emploi à durée indéterminée demeure la norme et concerne les trois quarts d'entre eux. La mauvaise conjoncture n'a pas modifié leur part du temps passé en emploi.

**Tableau 5 – Typologie des trajectoires (%)**

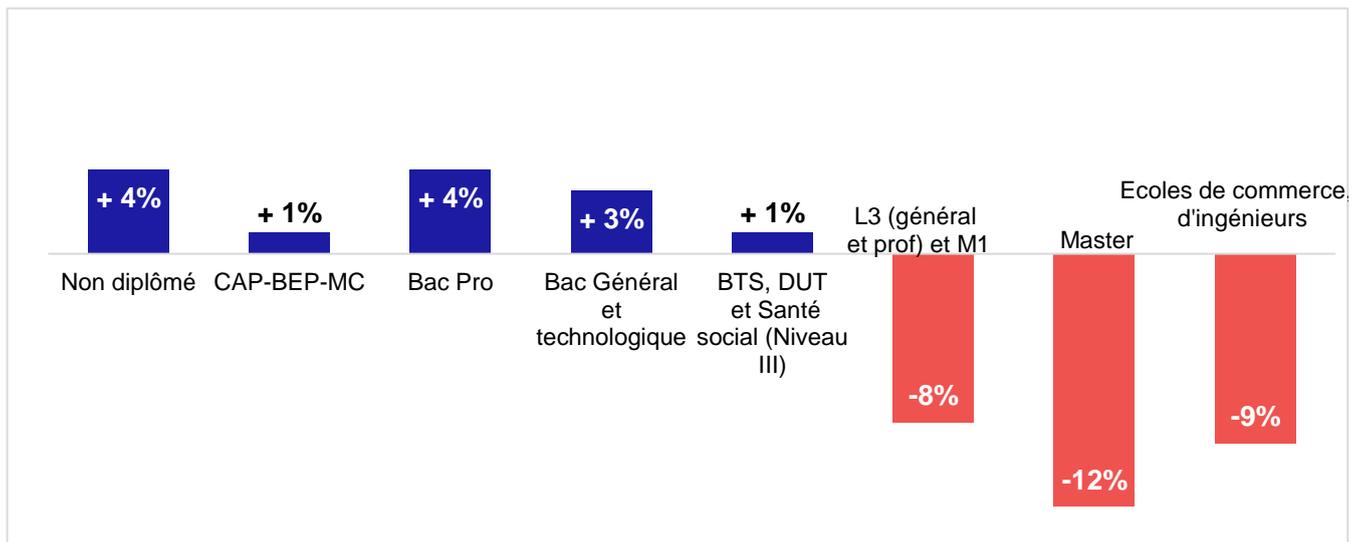
	Non diplômé		Diplômé du secondaire		Diplômé du supérieur	
	G1998	G2010	G1998	G2010	G1998	G2010
Stabilisation rapide en EDI	20	8	33	27	55	52
Stabilisation différée en EDI	21	13	28	22	26	24
EDD durable	25	24	21	21	12	14
Chômage persistant ou récurrent	20	34	7	13	2	4
Longue (s) période (s) en formation ou reprise d'études	6	10	7	13	2	4
Inactivité durable	8	11	4	4	2	2
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : enquêtes Génération 1998 et Génération 2010 à 7 ans, Céreq.

### **Un effet sur le pouvoir d'achat pour les diplômés du supérieur**

L'impact de la crise est sensible sur le pouvoir d'achat du salaire des diplômés de l'enseignement supérieur. Il ne faut cependant pas se tromper de message : accéder à un diplôme plus élevé se traduit toujours par un gain salarial. En revanche, on observe une forte baisse du pouvoir d'achat du salaire médian pour les diplômés bac+3 et au-delà, qui atteint -12 % pour les M2 et qui s'explique principalement par des phénomènes de déclassement et de freinage du reclassement au bout de sept ans (cf. Graphique 2).

**Graphique 2 - Évolution du pouvoir d'achat 7 ans après la sortie du système éducatif entre la Génération 1998 et la Génération 2010**



Source : enquêtes Génération 1998 et Génération 2010 à 7 ans, Céreq.

Note de lecture : le pouvoir d'achat du salaire médian en 2017 d'un diplômé de master de la Génération 2010 est inférieur de 12 % à celui mesuré en 2005 pour un diplômé de master de la Génération 1998.

Ainsi, 30 % des diplômés du supérieur de la Génération 1998 ont connu une carrière ascendante entre leur premier et leur dernier emploi ; ils ne sont plus que 23 % pour la Génération 2010. Toutes choses égales par ailleurs (à structure sociale inchangée), les diplômés du supérieur de la Génération 2010 ont 1,8 fois moins de chances d'être classés cadres à leur dernier emploi que leurs aînés.

On observe donc une réduction des écarts salariaux. Pour les moins diplômés, l'évolution du SMIC garantit un maintien du pouvoir d'achat, alors que pour les plus diplômés le phénomène de déclassement a un effet négatif. Les emplois proposés ne sont pas au niveau de qualification de ces jeunes.

### La place des emplois aidés

L'enquête Génération permet d'étudier l'inscription des emplois aidés dans la trajectoire professionnelle. L'alternance, en début de trajectoire, est en nette progression entre les deux Générations, pour des raisons à la fois structurelles et conjoncturelles et sous l'effet des politiques incitatives. Elle enregistre des effets de procyclicité (le nombre de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation croît en période de croissance et diminue avec le retournement conjoncturel). Il est donc nécessaire de fournir des efforts pour la soutenir en période de crise.

Les autres emplois aidés ont atteint leur apogée pour la Génération 1998. Les contrats emplois jeunes, les contrats emploi solidarité (CES) et emploi consolidé (CEC) représentaient encore 5 % de l'emploi cinq ans après la fin des études. Après un recul sensible à la Génération 2004, ce type de contrats repart à la hausse pour la Génération 2010, observée en 2015, le réel coup de frein étant donné en 2017.



## Effets de la crise : des différences hommes/femmes ?

Les écarts dans l'accès à l'emploi entre hommes et femmes se réduisent d'une Génération à l'autre. La crise, de nature industrielle, a davantage touché l'emploi masculin, et les femmes connaissent moins le chômage. Elles sont globalement plus diplômées, ce qui a permis d'amortir l'effet de la crise. Pour autant, un écart subsiste en termes d'accès aux emplois de cadres. Toutes choses égales par ailleurs, les femmes diplômées du supérieur ont 1,5 fois moins de chance d'y accéder.

### À retenir

- ✓ La crise a des effets durables sur les trajectoires à 7 ans. Ils sont d'autant plus sensibles que la crise est aiguë et elle-même durable. Temps passé en emploi, vitesse et taux de stabilisation en CDI, positions sociales à 7 ans, valorisation économique des diplômés... tous les indicateurs sont touchés.
  - ✓ Les inégalités entre diplômés s'accroissent : on observe une précarisation des non-diplômés et une pénalisation forte des diplômés infra-bac, dont le taux de chômage avoisine celui des non-diplômés pendant la période de croissance.
  - ✓ Cependant, les variables de perception montrent que les jeunes restent optimistes et ajustent leurs attentes : 80 % se déclarent optimistes et ce chiffre est stable dans le temps<sup>5</sup>.
  - ✓ Une enquête conduite pendant le premier confinement auprès de jeunes suivis par les Missions locales montre qu'un tiers d'entre eux sont restés optimistes sur leur avenir, tout en étant attentifs et demandeurs d'un accompagnement pour leur insertion professionnelle<sup>6</sup>...
- [Les jeunes et la COVID-19 : impacts sur les emplois, l'éducation, les droits et le bien-être mental](#). Rapport d'enquête mondiale 2020, S. Puerto Gonzalez (dir.), Genève : OIT, 2020, 57 p.
  - Jeunes en difficulté d'insertion au sein de l'Union européenne : quelle action publique privilégier, F.Lefresne, *Vie sociale* n° 29-30, 2020, p. 201-220
  - [Une stratégie économique face à la crise](#), P. Martin, J. Pisani-Ferry, X. Ragot, *Note du CAE* n° 57, 2020, 12 p.
  - [La vie étudiante au temps de la pandémie de COVID-19](#), F. Belghith, O. Ferry, T. Patros, E. Tenret, *OVE Infos* n° 42, 2020, 12 p.
  - [CAP-BEP : des difficultés d'insertion encore aggravées par la crise](#), V. Ilardi, E. Sulzer, *Céreq Bref* n°335, 2015, 4 p.
  - [Vingt ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions](#), T. Couppié, A. Dupray, D. Epiphane, V. Mora (coord.), Céreq Essentiels, n° 1, 2018.
  - [Des débuts de carrière plus chaotiques pour une génération plus diplômée. Les premiers apports du suivi sur 7 ans de la Génération 2010](#), D.Epiphane, Z. Mazari, M. Olaria, E. Sulzer, *Céreq Bref* n°382, 2019, 4 p.

<sup>5</sup> En vingt ans, des parcours d'insertion dégradés, mais des jeunes moins inquiets pour leur avenir professionnel, V. Mora, Formations et Emploi, Insee, édition 2018, à consulter à cette adresse : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3526086>.

<sup>6</sup> Enquête Flash réalisée en juin 2020 par l'Union nationale des missions locales (UNML) avec le soutien de France Stratégie et du Céreq auprès de plus de 24 000 jeunes accompagnés par les Missions locales. La synthèse des résultats peut être consultée à cette adresse : <https://www.unml.info/actualites/representation-du-reseau/2020/enquete-flash-missions-locales-emploi-priorite-numero-1-des-jeunes-pour-la-reprise.html>



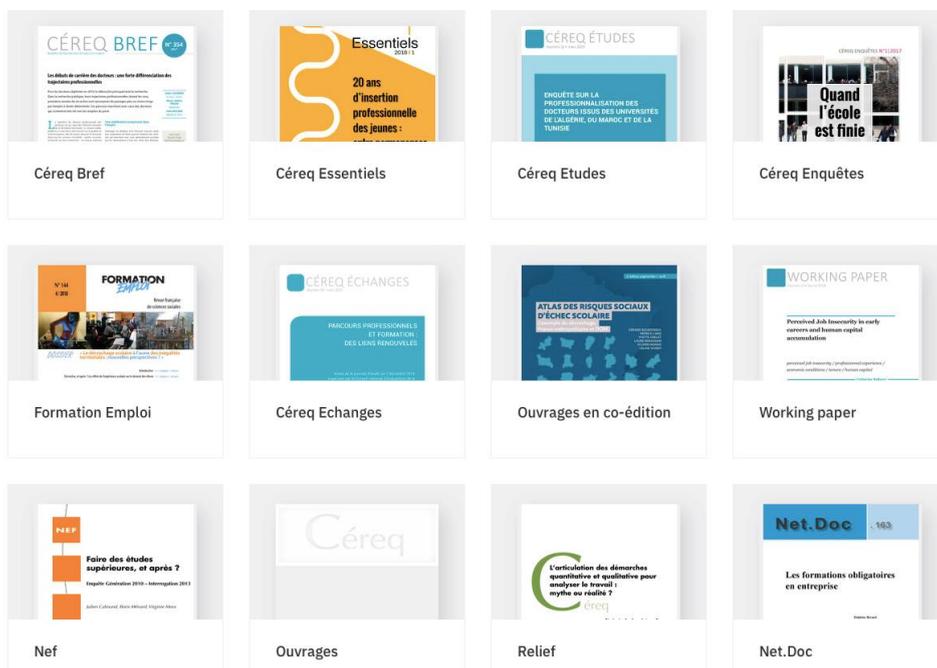
- *Sept ans de vie professionnelle des jeunes : entre opportunités et contraintes*, A. Dupray, E. Quenson (dir.), Toulouse : Octarès ; Marseille : Céreq, 2018, 196 p.
- [Que gagne-t-on à se former](#), A. Dupray, C. Barret, *Céreq Bref* n°372, 2019, 4 p.
- Quelques trimestres de mauvaise conjoncture au départ ne suffisent pas à dégrader durablement les conditions d'insertion des jeunes, C. Minni, S. Jugnot, [Dans \*Vingt ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions\*](#), T. Couppié, A. Dupray, D. Epiphane, V. Mora (coord.), Céreq Essentiels, n° 1, 2018, p. 33-39.
- [D'une Génération à l'autre : l'inquiétude des jeunes en question](#), C. Béduwé, A. Dupray, *Céreq Bref* n°361, 2018, 4 p.
- Entrée dans la vie active et débuts de carrière : entre effets conjoncturels et évolution des normes d'emploi. Comparaison sur cinq cohortes d'entrants sur le marché du travail, V. Di Paola, P. Méhaut, S. Moullet, *Revue française de socio-économie* n° 20 (2018/1), p. 235-258.
- [Et les femmes devinrent plus diplômées que les hommes...](#), D. Epiphane, T. Couppié, *Céreq Bref*, n°373, 2019, 4 p.
- [Enquête 2016 auprès de la Génération 2013 : Pas d'amélioration de l'insertion professionnelle pour les non-diplômés](#), E. Gaubert, V. Henrard, A. Robert, P. Rouaud, *Céreq Bref* n°356, 2017, 4p.
- [CAP-BEP : des difficultés d'insertion encore aggravées par la crise. Enquête 2013 auprès de la Génération 2010](#), V. Ilardi, E. Sulzer, *Céreq Bref* n°335, 2015, 4 p.
- [Chômage et qualité de l'emploi des jeunes : un tour de l'Europe en crise](#), C. Goffette, J. Vero, *Céreq Bref* n°332, 2015, 4 p.
- [Travail à temps partiel des jeunes en début de carrière : évaluation de l'impact de la crise de 2008](#), H. Couprie, X Joutard, Céreq, Net.doc n°140, 2015, 26 p.
- [Sortants du supérieur : la hausse du niveau de formation n'empêche pas celle du chômage](#), B. Ménard, *Céreq Bref* n°322, 2014, 4 p.
- [Les jeunes ouvriers de la filière automobile : impact de la crise sur l'emploi, la qualification et les mobilités](#), R. Mathieu, A. Gorgeu, *CPC Info* n°55, 2014, p. 71-76
- [Enquête 2013 auprès de la Génération 2010 : face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme](#), C. Barret, F. Ryk, N. Volle, *Céreq Bref* n°319, 2014, 8 p.
- Ce que font les contrats aidés aux parcours des jeunes, V. Di Paola, S. Moullet, in *Les dispositifs publics en action*, S. Bernard, Rueil-Malmaison : Liaisons sociales, Noisy-le-Grand : CEE, 2014, p. 195-215.
- L'accès à l'emploi des jeunes générations dans un contexte de régulation de l'orientation, J.-M. Quiesse, Dans [Territoires, enjeux économiques et sociaux : quel engagement partagé des acteurs ? Université d'été "Emploi, compétences et territoires"](#), S. Michun (dir.), Céreq, Relief n°41, 2013.
- [Génération 2004 : des débuts de trajectoire durablement marqués par la crise ?](#), Z. Mazari, I. Recotillet, *Céreq Bref* n°311, 2013, 4 p.
- [L'insertion des docteurs - Interrogation en 2012 des docteurs diplômés en 2007](#), J. Calmand, I. Recotillet, Céreq, coll. Net.doc n°115, 2013, 71 p.
- [Jeunes européens en temps de crise](#), F. Lerais, A. Math, *Informations sociales* n°180, 2013, p. 32-40.
- [Quels effets de la crise sur les trajectoires professionnelles des jeunes ?](#), E. Danzin, V. Simonnet, D. Trancart, *Connaissance de l'emploi* n°82, 2011, 4 p.
- Les jeunes dans la crise, *Chronique Internationale de l'IRES* n° 133, numéro spécial, 2011, p. 3-248
- [Insertion des sortants du supérieur : les effets contrastés de la professionnalisation](#), J. Calmand, V. Mora, *Céreq Bref* n°294-2, 2011, 4 p.
- [Le diplôme : un atout gagnant pour les jeunes face à la crise](#), Z. Mazari, V. Meyer, P. Rouaud, F. Ryk, P. Winnicki, *Céreq Bref* n°283, 2011, 4 p.



Céreq

- L'insertion professionnelle des apprentis altérée par la crise économique, E. Dubos-Paillard, A. Mazouin, S. Carel, M. Billion, D. Sommer, L. Charbonneau, *Le point sur...* n° 56, 2010, 8 p.
- L'insertion professionnelle des lycéens plus difficile du fait de la crise, E. Dubos-Paillard, A. Mazouin, S. Carel, M. Billion, D. Sommer, L. Charbonneau, L., *Le point sur...* n° 54, 2010, 8 p.

*Bibliographie réalisée par le centre de documentation du Céreq*



À explorer sur [www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

